

## **Laïcité et démocratie en terre d'Islam : une nécessité vitale**

Par Rachid Aous

À l'occasion d'un colloque international organisé à Bruxelles en novembre 1999, par le Centre Communautaire Laïque Juif (CCLJ), sur le thème « Juifs et arabo-musulmans dans une société laïque », je fus invité à m'exprimer sur le processus d'intégration des juifs en Europe et à dire en quoi cette expérience historique pourrait inspirer des minorités culturelles arabo-musulmanes pour leur propre intégration au sein de pays européens.

J'ai souligné d'emblée qu'il serait présomptueux de s'aventurer à dire en termes généraux ce que représentent les communautés juives aux yeux des communautés arabo-musulmanes. C'est là une tâche impossible, tant les communautés arabo-musulmanes sont diverses, d'une part du fait de leurs origines territoriales et des expériences historiques de chacune et d'autre part du point de vue idéologique, culturel et socio-économique.

Avant de livrer mon analyse sur la thématique proposée au débat, je m'attacherai surtout à développer ce qui constitue, à mes yeux, le problème majeur à résoudre, face aux blocages structurels que connaissent tous les pays arabo-musulmans : celui de la laïcité en terre d'Islam. Je crois aux vertus du débat d'idées, et à la nécessité d'un parler clair, pour contribuer à faire admettre l'impérieux besoin de laïcité. Ce concept est frappé d'ostracisme, dans le monde arabo-musulman, notamment, en raison de l'absence de légitimité politique de la plupart des gouvernants arabes, et de l'idéologie religieuse conservatrice qui imprègne profondément ces sociétés.

Mes idées sont celles d'un Algérien, à la fois de culture berbéro-arabo-musulmane et de culture républicaine française, militant politique aux convictions laïques de longue date. Mon regard et ma démarche s'adressent, prin-

cipalement, à mes compatriotes maghrébins, puisque, pour l'essentiel, mon engagement politique a pour préoccupation prioritaire de savoir comment apporter une contribution à la sortie de l'état de sous-développement des pays arabes et du Maghreb en particulier. C'est sous ce prisme que j'écris.

Concernant le processus d'intégration des Juifs dans nombre de pays européens, en tant qu'expérience susceptible de servir de modèle aux communautés arabo-musulmanes vivant en Europe, mon analyse repose sur la donnée fondamentale de la Shoah. Au-delà des spécificités historiques, relatives à la présence des Juifs en Europe, assez connue pour ne pas avoir à en retracer ici le cheminement, j'observe pour ma part que la démarche d'une intégration-assimilation de beaucoup de Juives et de Juifs au sein de sociétés européennes n'a aucunement empêché leur exclusion, leur traque, et les camps de la mort. Ce fait historique me fait retenir, entre autres leçons à tirer de la barbarie nazie, qu'à tout considérer mieux vaut assumer en toutes circonstances et en tous lieux ses origines identitaires.

Les arabo-musulmans seraient bien inspirés de ne jamais oublier la tragédie de la Shoah pour penser leur intégration au sein des sociétés européennes. La voie appropriée à emprunter, pour une bonne intégration, est celle de la laïcité qui implique l'adoption de valeurs universelles tout en préservant, en tant que de besoin, une personnalité culturelle et culturelle manifestant un attachement à des origines identitaires. De ce point de vue, l'expérience des communautés juives, en diaspora, est instructive, à plus d'un titre, notamment pour les communautés arabo-berbéro-

musulmanes confrontées depuis moins longtemps aux questions d'intégration en Europe.

En effet, si les communautés juives, en particulier leurs intellectuels, ont dans leur grande majorité assimilé les valeurs laïques, il n'en est pas de même pour des communautés arabo-berbéro-musulmanes et ses élites. Pour celles-ci, le chemin qui mène à l'acceptation sereine de la laïcité est semé d'embûches, de toutes sortes : culturelles, politiques, économiques et sociales. Mais le nœud gordien que ces élites devront d'abord trancher, ou, pour le dire autrement, le cordon ombilical qu'il faudra rompre et, à tout le moins distendre, se situe dans le rapport insuffisamment critique que les femmes et les hommes de culture musulmane entretiennent avec la dogmatique islamique.

De la part des dirigeants politiques arabes, le rejet de la laïcité cache mal leurs arrière-pensées et calculs politiques, dont le véritable fondement est le refus de mettre en œuvre un système démocratique, sans lequel il est vain d'espérer acquérir un progrès durable quelle que soit la société considérée. Aucune incompatibilité de fond n'existe entre un système politique laïque et démocratique et la libre pratique d'un credo religieux. Il s'agit depuis plus d'un siècle, d'un fait historique que tout observateur de bonne foi peut constater.

La laïcité, c'est la liberté de conscience, garantie par l'État, et en aucun cas un positionnement antireligieux. En terre d'Islam, l'exemple turc<sup>1</sup> démontre la compatibilité d'un système politique laïque dans le cadre d'une société profondément musulmane. En outre, les performances économiques, culturelles et sociales de ce système sont incomparablement plus élevées en comparaison à celles des autres pays musulmans non laïques. En revanche, partout où un pouvoir religieux tient directement les rênes d'un gouvernement -ou bien quand il l'exerce indirectement à travers une excessive influence de l'idéologie religieuse sur la société-, les libertés individuelles et collectives sont bafouées, l'écono-

mie stagne, les populations souffrent et s'appauvrissent notamment sur le plan culturel. Parmi tant d'exemples que l'on pourrait citer pour soutenir cette affirmation, deux viennent immédiatement à l'esprit parce qu'ils renvoient à une revendication, bannière au vent, d'une gouvernance-modèle selon de prétendues traditions authentiques islamiques :

D'abord, on pense au pouvoir cruel et obscurantiste des Talibans qui durant six ans a ramené l'Afghanistan<sup>2</sup> aux pires barbaries des temps anciens que l'on croyait révolus. Ensuite, à l'Iran, gouverné pendant plus de vingt ans par une mollarchie rétrograde qui a donné à voir de multiples visages de l'intolérance et de la violence d'un intégrisme islamique.

Il ne peut y avoir développement et progrès sans capitalisation du savoir et il ne peut y avoir capitalisation du savoir sans une politique qui place les femmes et les hommes au cœur de l'organisation de toute société. L'esprit de création ainsi que le désir d'investissement, intellectuel et scientifique, productif et durable, ne peuvent s'épanouir que dans un système politique garantissant aux citoyennes et citoyens la libre expression de leurs potentialités, le strict respect de la liberté de conscience et la possibilité d'entreprendre dans la transparence politique, c'est-à-dire sous un régime crédible d'état de droit. L'absence de ces conditions pousse vers l'exil un trop grand nombre de compétences, chèrement acquises, engendrant ainsi un appauvrissement et une accumulation de handicaps au profit quasi exclusif des nations développées du monde occidental. Dans cet aboutissement, l'impact négatif, de la pression idéologico-religieuse sur la société, est loin d'être négligeable.

En effet, les religions monothéistes sont d'essence totalitaire en raison de leur prétention à détenir la vérité absolue et, de ce fait, sont antinomiques avec les valeurs et principes démocratiques. Ces religions n'acceptent des

opinions contradictoires par rapport à leur doctrine fondamentale, que si elles se trouvent hors du pouvoir politique et/ou dans le cadre d'un rapport de forces idéologico-culturel qui en limite leur influence sur la société.

Voilà pourquoi, m'apparaît inévitable une confrontation avec la doctrine idéologico-religieuse musulmane, celle qui irrigue et structure, depuis plus de dix siècles, l'être culturel arabo-berbéro-musulman et, de façon concomitante, d'interpeller la classe politique sur ce sujet. Cette doctrine est fondamentalement anachronique, conservatrice et inégalitaire, sous plusieurs aspects, par exemple au sujet du statut de la femme<sup>3</sup> et de la question de l'héritage en droit musulman, la Charia. La pensée qui en résulte, véritable monolithe de conservatisme, est tellement rigidifiée qu'il y a peu de chances de la transformer de l'intérieur d'autant qu'elle est confortée par plus de 95 % de la production intellectuelle et des discours, tous genres confondus (livres, journaux, revues, radio, télévisions, mosquées, enseignements primaires, secondaires et universitaires, discours publics et privés, etc.).

Dès lors, cette pensée se transforme en une chape de plomb qui enserre, jusqu'à l'étouffement, l'esprit critique à l'intérieur des sociétés arabo-berbéro-musulmanes, et dont l'idéologie traditionaliste qui les imprègne est la cause première du formatage de mentalités rétrogrades. Dans ces conditions, la question se pose de savoir comment faire entendre une opinion contraire au consensus ambiant, souvent imposé par la pression sociétale ?

En dépit d'un rapport de forces largement défavorable à la laïcité, le combat d'idées doit être mené, parce qu'il est nécessaire et parce qu'il correspond à un besoin vital des sociétés arabo-berbéro-musulmanes. Pour sortir de cet enfermement idéologico-religieux, l'alternative pacifique me paraît être celle du courage intellectuel qui suppose l'affirmation et la revendication, en tous lieux, du respect de deux principes intangibles : liberté de conscience et liberté d'expression, et ce jus-

qu'à emporter une majorité d'adhésions en vue d'instaurer un système politique démocratique.

### **Du concept modernisme et modernité**

Il n'a jamais existé en ce monde ni ne peut être envisagé, sinon en utopie, de système social et politique parfait. Chez les croyants, la perfection est considérée comme le seul apannage divin. Elle est donc exclue de l'ordre humain, ce que chacun peut convenir de bon sens. Cependant, les expériences humaines ne sont pas d'égale valeur. Toute l'histoire de l'humanité en témoigne, par ses processus de progrès et de décadence de civilisations, dont quelques-unes n'ont laissé que peu de traces. Ainsi progrès et décadence participent d'un mouvement historique sur lequel il convient de s'interroger sans cesse.

Le modernisme et la modernité s'opposent à toute idéologie religieuse traditionaliste et rétrograde. Ces concepts se pensent historiquement et non mythiquement, et s'incarnent dans l'émergence de l'individu avec son statut de conscience autonome ainsi que dans un mode de pensée fondé sur la moindre aliénation possible à l'irrationnel. Ils sont le pur produit des lumières de la science, de la philosophie et au total, de la raison critique.

En terre d'Islam, cette modernité a fait brutalement irruption à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle avec l'invasion de l'Égypte par Napoléon. Ce fut un choc traumatisant pour les sociétés arabomusulmanes et d'abord perturbant pour ses élites qui prirent la mesure du retard considérable accumulé face aux sociétés européennes embarquées dans le train d'une modernité devenue la référence en matière d'acquisition de connaissances scientifiques, philosophiques et littéraires. Bref, le modèle le plus abouti sur le plan de l'organisation politique et sociale dominé par des principes et des valeurs d'égalité qui ne purent se traduire durablement, dans la réalité, qu'à la faveur d'une rupture avec l'idéologie religieuse catholique traditionaliste et conservatrice qui a prévalu du Bas Moyen Âge jusqu'au début XX<sup>e</sup> siècle.

Le modernisme s'est donc en premier lieu imposé à l'église catholique, non sans un dur et long combat d'idées mené à l'intérieur même de cette Institution<sup>4</sup>. C'est sous la pression d'un nouvel esprit scientifique, et de la rationalité contemporaine que le modernisme et la modernité ont pris le dessus sur la tradition religieuse, jusqu'à l'influencer en l'obligeant par exemple à adopter la méthodologie historique et critique dans l'exégèse biblique, entraînant la "démystification" de la Bible désormais assumée par le gouvernement de l'église.

Ainsi modernisme et modernité sont le produit d'une histoire européenne portée par des luttes, souvent sanglantes, pour l'instauration d'un ordre nouveau dont l'une des caractéristiques réside dans un plus grand respect des droits de l'Homme et, concomitamment, dans la moindre prégnance de l'idéologie religieuse sur l'organisation et l'agir des êtres humains. Dès lors, la modernité ne peut pas être un magasin d'accessoires où chacun viendrait puiser, à sa guise l'élément qui lui paraît utile, selon l'idée qu'il se fait du progrès. La modernité est un tout indivisible et indissociable de valeurs structurantes susceptibles certes de perfectionnement, comme toute œuvre humaine, mais qui impliquent dans tous les cas de figure un choix fondamental de société dans laquelle les principes et les règles inégalitaires de toute nature n'ont pas droit de cité et, surtout, sont frappés d'illégitimité absolue. Par conséquent, opter pour la modernité c'est, nécessairement, renoncer à des pratiques et traditions dépassées, non conformes à un humanisme universel qui ne peut exister que dans le cadre d'un état de droit où la place du religieux est obligatoirement confinée à l'espace privé.

Ce choix s'impose, pour douloureux qu'il puisse être aux yeux d'un grand nombre de musulmans, car il n'y a pas d'alternative si une société veut bénéficier des bienfaits de la modernité. Ceux qui recherchent une troisième voie, entre des valeurs de traditions

conservatrices et rétrogrades, à l'instar de quelques-unes déjà mentionnées ci-dessus caractérisant l'idéologie dominante musulmane, et les valeurs consubstantielles à la modernité européenne se complaisent en chimères. Ceux-là, plus grave encore, perpétuent une pensée et des comportements confortant des idées mythologiques, superstitieuses et fatalistes.

En fonction du principe du moindre mal, choisir, entre deux types de société, c'est préférer, en conscience, les valeurs de l'une au détriment de celles de l'autre, car si aucune société ne peut prétendre à une organisation parfaite, l'on peut néanmoins mesurer quel système social et politique répond le mieux aux besoins des femmes et des hommes. Winston Churchill, par sa fameuse formule : la démocratie est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres, a donné à cette valeur une renommée méritée, puisque son efficacité, comme vecteur de progrès et de développement, se trouve validée de façon incontestable depuis plus de deux siècles.

### **Les causes du déclin ou l'origine du sous-développement**

Des tentatives de transformation douce, c'est-à-dire de mise en œuvre par l'écrit et par le verbe d'une stratégie de contournement de l'idéologie conservatrice et rétrograde musulmane, ont été maintes fois engagées, sans succès. Parmi les plus connues, je citerai celles menées par l'éminent philosophe, Ibn Rushd "Averroès" (1126-1198), puis celles de l'École de la Nahda, dite de la "Renaissance" des peuples arabes (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles), avec comme figures principales Mohammed Abdou (1849-1905), Djamel Eddine al-Afghani (1838-1897), Rachid Rêda (1865-1935). Ces transformations qui visaient à la revivification de l'Islam pour moderniser la société s'imposaient déjà dès le XII<sup>e</sup> siècle et plus encore à partir du début du XIX<sup>e</sup>. Elles s'imposent d'ailleurs aujourd'hui tant les rigidités de cette idéologie religieuse se sont ren-

forcées depuis. Un moment-clé, connu sous le vocable de « fermeture de la porte de l'idjtihâd » début du Xe siècle, est de mon point de vue la cause principale de la stagnation, puis de la régression et, en fin de compte, du sous-développement contemporain des sociétés arabo-berbéro-musulmanes.

On peut résumer ce moment historique comme la victoire de la mouvance conservatrice -qui a très rapidement engendré les écoles traditionalistes-obscurantistes- sur les mu'tazilites notamment, ces derniers étant les premiers à prôner l'usage de la raison dans l'exégèse du Coran. Encore faut-il immédiatement préciser qu'il s'agit de l'idjtihâd "rationalisant" mu'tazilite qui n'a eu droit de cité que pendant trente ans environ, sous les règnes des califes abbassides al-Ma'mûn (813-833), al-Mu'tim (833-842) et al-Wâthik (842-847).

C'est sous le califat d'al-Ma'mûn, vers la fin de sa vie, que la doctrine mu'tazilite s'efforça de s'établir, hélas à travers une pratique inquisitoriale, connue sous le nom de la Mi'na. Cette inquisition a sans doute contribué à produire un effet boomerang qui renforça le rigorisme, et l'enracinement du Sunnisme, c'est-à-dire la tradition conservatrice en terre d'Islam. Mais, cette doctrine traditionaliste ne perdura qu'en raison de luttes intestines pour le pouvoir califal, du manque de légitimité politique de nombreux califes Abbassides et autres souverains, menant par ailleurs une vie de plaisirs dispendieuse, ce qui affaiblissait leur autorité morale notamment, entraînant de ce fait et l'emprise de l'idéologie religieuse conservatrice et la détention effective du pouvoir réel par une caste de militaires. Ces facteurs comptent, assurément, comme sources importantes du processus de délitement et de déclin de la civilisation arabo-musulmane.

Chacun sait que le traitement efficace d'une maladie passe d'abord par un juste diagnostic. Alors que les sociétés arabo-berbéro-musulmanes dépérissent depuis des siècles, les solutions envisagées jusqu'à présent, sont

demeurées inopérantes parce que précisément le diagnostic du mal qui les ronge était erroné et, par conséquent, la thérapie proposée inadaptée.

L'idée dominante qui parcourait l'ensemble des tentatives entreprises pour appréhender les causes de la régression est celle du Rudju', ou le retour aux sources dans le sens où il convenait de ne prendre en compte que le Coran et la Sunna authentique en vue de résoudre les problèmes sociaux et moraux auxquels les Musulmans étaient confrontés<sup>6</sup>. Aujourd'hui cette analyse continue à avoir cours.

C'est cette idéologie religieuse traditionaliste et obscurantiste qui structure la pensée en Islam, depuis environ dix siècles, que dénonce Ahmad Amin, intellectuel égyptien, dans un essai<sup>7</sup> publié au Caire en 1936, en ces termes : « A mon avis, la mort du mu'tazilisme a été le plus grand malheur qui ait frappé les musulmans ; ils ont commis un crime envers eux-mêmes ». Un autre intellectuel égyptien, Zuhdî Îsan Djarullah (1947) complète l'analyse en considérant l'élimination de l'école des mu'tazilites comme, historiquement, la « victoire de l'obscurantisme » et la cause de la décadence des Arabes<sup>8</sup>. Ces voix courageuses et ce parler vrai, hélas rares, peu audibles et si mal reçus dans le monde arabo-musulman mériteraient d'être mieux connus et reconnus.

## Perspectives

Les élites arabo-musulmanes ont à méditer ces échecs, et à en tirer des enseignements radicaux, c'est-à-dire à intégrer une logique de rupture face à une idéologie religieuse dépassée et dangereuse ; elles doivent affronter le terrorisme sociétal ambiant et, sans se censurer, questionner ces multiples et vaines tentatives de transformation douce de cette idéologie religieuse dont la réalité montre depuis trop longtemps ses tragiques effets d'immobilisme sur les sociétés arabo-musulmanes. Elles doivent tout particulièrement prendre position et argumenter sans langue de

bois pour défendre les principes de la libre expression et de la liberté de conscience. Autrement dit, elles doivent se donner le droit de réfuter des règles imposées par la Chari'a, système juridique religieux inventé par des hommes.

C'est le devoir des élites arabo-musulmanes d'éclairer le champ culturel et politique en expliquant, par exemple, pourquoi le verset 34 de la sourate IV<sup>9</sup>, parce qu'il structure des rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes, est inacceptable tant dans la forme que sur le fond dès lors que son exégèse a entériné en droit un principe inique.

La Chari'a appliquée dans la quasi-totalité des pays arabes donne en effet force de loi à ce verset coranique et, par conséquent, il s'agit bien du choix délibéré d'une exégèse privilégiant une lecture traditionaliste et conservatrice, consacrant des relations de droit inégalitaire entre musulmanes et musulmans. Nous devrions être de plus en plus nombreux à rejeter, catégoriquement, cette loi et celles de même nature, le faire savoir en toute occasion, car aucune conscience éprise d'un idéal de justice ne peut l'accepter.

La prise de conscience d'un large public, quant à la nécessité d'une mise à distance de cette idéologie religieuse aux effets aliénants sur les mentalités, passe impérativement par des prises de position publiques et privées, en usant de tous les canaux de communication disponibles; elle passe aussi par des actes de boycott des prières dans des mosquées dirigées par des idéologues intégristes développant un discours haineux et confortant une pensée terroriste (cf. les sermons truffés d'appels au meurtre d'Ali Belhadj, leader algérien intégriste).

Il convient d'interpeller les défenseurs d'un Islam mythique qui n'existe que dans les cerveaux et les cœurs de celles et ceux qui refusent d'affronter les réalités passées et le vécu quotidien, pour les pousser à se prononcer sur des faits évidents qui structurent les sociétés

musulmanes : le code de la famille qui instaure des rapports de droit inégalitaire, les sanctions barbares jamais dénoncées même si elles sont rarement appliquées<sup>10</sup>, etc. Il s'agit de démasquer le double langage où l'on voit trop souvent ces défenseurs zélés d'un Islam proclamé juste se trahir, en acceptant de légitimer les versets qoraniques et hadiths qui sont en contradiction avec un discours à prétention égalitaire. Cette dialectique de questionnement et d'interpellation est à encourager en toute circonstance parce qu'elle est *in fine* formatrice d'une conscience éclairée et, en conséquence, porteuse de valeurs de progrès. Plus largement, aucun propos ne doit être jugé inutile à chaque fois qu'il s'agira de signifier aux censeurs de tout acabit que des citoyennes et des citoyens ne sont plus disposés à tolérer des discours et des pratiques non conformes à la dignité humaine. Cette manière de se comporter présente un intérêt didactique utile au processus de transformation des mentalités facilitant ainsi, tôt ou tard, l'établissement d'un état de droit en terre d'Islam.

Concernant le verset susmentionné, chaque musulman peut vérifier ici la stricte observance en droit de la littéralité du texte qoranique et, ainsi, prendre aisément conscience de ce que le problème fondamental de l'exégèse n'est pas seulement une question d'interprétations novatrices, ou de délivrance de fatwas émanant de 'ulamas éclairés. Le problème ne réside pas non plus comme on le voit souvent écrit, et comme on l'entend régulièrement dans les discours publics et au cours de conversations informelles, dans le manque d'une compréhension judicieuse de l'esprit et de la lettre du Coran. Nulle part la question de la responsabilité du texte coranique, tel qu'il est appliqué, n'est abordée tant l'idéologie religieuse dominante a frappé d'interdit une telle démarche, la considérant d'emblée comme sacrilège et impie.

En vérité, l'issue, à cette impasse ne peut venir que d'une refondation théologico-philoso-

sophique de la doctrine islamique sunnite, à savoir : la reprise de la question du Coran créé, démarche qui exclut de considérer ce texte comme la parole littérale de Dieu, sans renier pour autant son message fondamental, le tawhid ou croyance en l'absolue unicité divine<sup>11</sup>. Seule cette voie entrevue par le mu'tazilisme permet l'adaptation de dispositions du Coran aux exigences de l'évolution du droit, en conformité aux valeurs universelles qui s'imposent à toute société humaine civilisée.

En outre, ces problèmes majeurs ne peuvent être de la seule compétence des 'ulamas et des imans, d'une part parce qu'ils pénalisent directement plus de 50 % de la société arabo-berbéro-musulmane et d'autre part parce que ces problèmes sont fondamentaux au regard de l'organisation d'un système politique et social. Accepter la Chari'a telle qu'elle existe c'est abdiquer toute capacité à changer des lois injustes et, au-delà, c'est *de facto* intégrer en l'inconscient une logique et une pensée intolérantes qui confortent une mentalité et un système non démocratiques.

Il s'agit donc d'un enjeu capital qui touche à la nature même de la société à bâtir. En la matière aucun domaine n'est tabou. Le rôle de l'intellectuel arabe est précisément de soulever et de débattre de toutes ces questions, y compris de celles considérées abusivement comme relevant du sacré, dès l'instant où elles deviennent une source de blocage et d'affaiblissement du corps social et culturel. Sans remise en cause, en termes clairs, de cette idéologie religieuse, tragiquement aliénante, les sociétés arabo-berbéro-musulmanes continueront à s'interdire le principal outil pour déclencher la prise de conscience indispensable à la sortie de leur état de sous-développement.

Partout où la liberté de conscience existe, caractéristique éminente de la laïcité, les peuples qui évoluent dans un tel système bénéficient d'un sort meilleur relativement aux peuples qui en sont privés. Par ailleurs, s'agissant de l'avenir de toutes ces sociétés, il

n'est pas tolérable de balayer d'un revers de main l'expérience de nations issues d'un autre processus historique alors même que tant d'intellectuels arabes se font gloire des apports de la civilisation arabo-musulmane au patrimoine culturel universel. Peut-on sérieusement concevoir que cette civilisation qui a su se nourrir et se renforcer de richesses spirituelles, philosophiques, scientifiques, culturelles et artistiques venues d'autres horizons, ne puisse pas de nouveau accueillir sans se dénaturer les valeurs issues de la modernité? Cette civilisation en effet ne fut véritablement glorieuse et "moderniste", en son temps, que lorsqu'elle intégra en son sein en se les appropriant les richesses de l'humanité qui s'offraient à elle.

Pour moi, les valeurs laïques, consubstantielles à la pratique démocratique, sont les conditions premières à mettre en œuvre, pour que le monde arabo-berbéro-musulman entre dans un processus vertueux de progrès. L'expérience historique est là pour le démontrer, ce qui a été bon pour l'Europe et les États-Unis, doit l'être nécessairement pour le monde musulman.

Par conséquent, militer ouvertement à la fois pour des valeurs laïques et la démocratie politique, dans tous les espaces civilisationnels arabo-berbéro-musulmans, c'est hâter, en terre d'Islam, l'avènement de sociétés plus libres, plus soucieuses du respect de l'autre, bref de sociétés où le droit sera égalitaire entre citoyennes et citoyens.

À cette fin, les formes de militantisme ou les manières d'être en société sont, naturellement, multiples. L'essentiel étant de ne jamais négliger de témoigner par l'écrit, par la parole et par des actes au quotidien, en réagissant chaque fois que le contexte l'exige. C'est à ce prix que les mentalités se transformeront parce qu'elles auront été confrontées à des attitudes et à une pensée différente sur les lois, les valeurs et l'histoire, et que l'espoir de s'en

sortir prendra corps. J'ai choisi d'illustrer ce propos par quelques exemples de nature à suggérer une des voies propices au processus de prise de conscience évoqué ci-dessus.

## I

Le premier exemple que je proposerai est lié à la création de l'Association pour un Judaïsme Humaniste et Laïque (AJHL), en France. Grâce à mon amitié avec Maître Violette Attal-Lefi j'ai vécu cette expérience de très près, de la gestation de l'idée jusqu'à l'aboutissement du projet. Je sais donc combien cette démarche a suscité de sympathie et de contestations, de débats passionnés et passionnants, au sein des communautés juives installées en France et ailleurs. C'est pour moi, un modèle à suivre. J'espère voir bientôt des associations d'obédience culturelle musulmane militer ouvertement tant en Europe que dans les pays arabo-berbéro-musulmans pour l'instauration de la laïcité.

La question, souvent posée –entre Juifs– de savoir si le couple «juif-laïque» fait sens, se présente comme une interrogation encore plus lancinante concernant le binôme «musulman-laïque», car l'imprégnation de la pensée religieuse décrite ci-dessus qui irrigue l'ensemble du champ culturel arabo-berbéro-musulman est si stérilisante d'énergies qu'elle impose que la thématique de la laïcité soit sérieusement débattue. Cette imprégnation religieuse est bien le terreau dans lequel plongent les racines de stagnation, de sous-développement et de régression relative de la civilisation arabo-musulmane. Cette situation, qui perdure depuis dix siècles, –je le souligne à nouveau avec force, tant cette longue nuit devrait interpeller toute musulmane comme tout musulman– est donc à l'origine des malheurs qui frappent la majorité des peuples musulmans et berbéro-arabes. Par conséquent, elle est la source de leurs misères matérielles et humaines, de leur état de colonisabilité antérieure, de leur faiblesse actuelle, de leurs frustrations et des haines de toute natu-

re d'où naissent la plupart des conflits et violences, avec leurs cortèges de tragédies sanglantes qui endeuillent de nombreuses sociétés en terre d'Islam.

À partir de cette conviction forgée par l'analyse de situations historiques comparables *mutatis mutandis* et par mes réflexions sur les causes de stagnation et de décadence de la civilisation arabo-musulmane, je pense que des associations de type AJHL, en terre d'Islam, ne peuvent que contribuer à l'émergence d'une conscience où l'identité religieuse et l'idéal laïque ne seraient plus antinomiques.

## II

Je voudrais maintenant narrer une situation vécue à Paris avec ma mère âgée de 75 ans, pour montrer comment des clichés culturels peuvent véhiculer, souvent avec une bonne foi désarmante, des idées de xénophobie par exemple. Au-delà de cette anecdote, j'espère surtout donner à comprendre le terrain culturel qu'il convient de labourer en priorité en vue de faire bouger les mentalités. Je précise que ma mère, illettrée, est nourrie d'une tradition orale multiséculaire, aux valeurs honorables<sup>12</sup> puisées pour l'essentiel aux sources de l'islam et que, la connaissant suffisamment, je sais qu'elle est à mille lieues de toute pensée ou pratique consciemment raciste ou xénophobe.

Voici l'histoire résumée. Nous étions invités à dîner chez des amis juifs. Ma mère, musulmane pratiquante non bigote, mais attachée au respect scrupuleux d'un certain nombre de rituels, s'est naturellement montrée soucieuse de manger "hallal", équivalent du "cacher" pour les juifs pratiquants. Elle m'a proposé de suggérer à mes amis juifs de cuisiner du poisson. Elle avait besoin de se rassurer afin de ne pas avoir à consommer de viande provenant d'un abattage non conforme aux règles de la tradition musulmane. Mes relations complices avec ma mère m'ont autorisé à la taquiner en présence de mes amis, en lui



faisant remarquer qu'on lui avait servi enfin ce qu'elle avait souhaité, et ce sans que j'eusse à en faire la demande au préalable.

En guise de compliments et de remerciements, ma mère s'adressa à mes amis juifs, qu'elle connaissait par ailleurs puisqu'elle les avait reçus en Algérie, en ces termes : « Mes enfants, je suis heureuse de partager votre nourriture, car comme le dit notre tradition, Tu peux manger chez le Juif mais point te coucher dans ses draps ». Cette phrase comme les termes “Houdi hachak”<sup>13</sup> (Juif sauf ton respect) qui soulignent le peu d'estime dans lequel est tenu le Juif dès lors que ce mot “houdi” est employé dans le langage courant sont des expressions que j'ai souvent entendues dans divers milieux maghrébins berbéro-arabo-musulmans. Ces expressions révèlent une dimension détestable et condamnable d'un aspect de la culture maghrébine et arabe qui s'enracine cependant dans le discours religieux.

Même s'il est largement connu que l'anti-sémitisme prend source dans l'Église chrétienne, on trouve aussi, en Islam, des écrits – versets du Coran et hadiths – qui autorisent l'éclosion de ce sentiment de détestation et d'exclusion du Juif, du Chrétien et du Polythéiste. Dès lors, le plus souvent, les expressions que je viens de citer se stratifient en propos quasi proverbiaux sur lesquels la plupart de ceux et de celles qui les emploient ne s'interrogent, ni n'imaginent qu'ils transmettent ce faisant une idée de xénophobie et, en l'occurrence, d'antijudaïsme.

Plus d'une fois, j'ai pu vérifier à l'occasion de discussions que je provoquais suite à l'énoncé de ces expressions, l'abdication de la raison critique à l'endroit de cette praxis culturelle de la part de beaucoup de compatriotes maghrébins et arabes du Moyen-Orient.

Des clichés de cette nature renforcés par des lectures de textes antisémites tels *Les prophètes des Sages de Sion*, qui empoisonnent l'ensemble de la culture maghrébine et arabe, sont

à combattre par tous les musulmans en introduisant partout l'esprit d'analyse critique, surtout au regard des discours et des dogmes religieux. Dans tous les cas, le rôle des intellectuels musulmans est de dévoiler l'inacceptable inscrit dans la culture arabo-berbéro-musulmane, fût-il estampillé sacré, et de dénoncer tout écrit et propos que la conscience humaine réprouve.

La systématisation d'une telle démarche me paraît nécessaire non seulement pour se donner quelques chances de parvenir à l'instauration d'une société où le respect des droits égalitaires, en particulier entre les hommes et les femmes, ne serait plus un vain mot, mais aussi indispensable pour une véritable politique de progrès et d'avancée économique et sociale. Prendre appui sur les valeurs laïques, en assurer la plus large diffusion constitue un moyen privilégié pour engager ce combat incontournable en vue de cultiver un terrain d'idées plus favorables au respect des identités et des croyances de chacun et, au total, pour acclimater un idéal démocratique. À dessein, je n'évoque, ici, que le rôle de l'intellectuel et du citoyen arabo-berbéro-musulmans, sachant que les mêmes pratiques intolérables existent à l'endroit des arabes, à l'intérieur du monde juif. Comme le dit le dicton populaire : “chacun doit balayer devant sa porte” pour faire se rencontrer dans un échange fructueux les femmes et les hommes de toute tradition culturelle.

### III

Le dernier exemple que je voudrais citer a trait au rapport dialectique qu'un échange culturel authentique judéo-arabe induit comme effet positif pour une meilleure connaissance réciproque et, partant, engendrer des attitudes d'ouverture, de compréhension et d'enrichissement mutuel. Sur le concept même de judéo-arabe, des éclaircissements s'imposaient. J'ai été amené à apporter une contribution dans un article publié en octobre 2000 dans la revue *les Carnets Séguier*<sup>14</sup>.

Je voudrais souligner, ici, simplement la force symbiotique de ces deux termes « judéo-arabe », évocateurs d'un passé glorieux d'entente intercommunautaire qui a déclenché, chez feu Jacques Berque, éminent islamologue, à l'occasion de sa leçon de clôture au Collège de France, l'envolée suivante : « J'appelle à des Andalousies toujours recommencées dont nous portons en nous à la fois les décombres amoncelés et l'inlassable espérance ».

Cependant, pour que le dialogue judéo-arabe opère efficacement sur les consciences, il faut être clair sur les idées puis inscrire sa démarche dans un projet de société qui transcende les particularismes pour viser à l'universel. Telle est l'approche de mon ami Simon Elbaz qui, depuis 20 ans, s'investit dans une création artistique « matrouz » de chant, musique et théâtre<sup>15</sup> emblématique de ce qui est, à mes yeux, la plus fidèle, la plus juste expression de la culture judéo-arabe. Cela est si peu banal que l'on peut, raisonnablement, parler d'une démarche artistique révolutionnaire puisque, pour la première fois, la tradition chantée judéo-arabe se donne à entendre à un public élargi, hors des communautés juives sépharades.

Du simple fait par exemple que le public maghrébin, arabo-berbéro-musulman, entre en contact, par le chant et la poésie, avec la culture spécifiquement hébraïque, s'enclenche de façon subliminale un réflexe de curiosité, puis un cheminement intellectuel entraînant un processus de reconnaissance de l'autre, riche en retombées favorables à un dialogue judéo-arabe et, par extension, propice à une culture de non-violence, de paix. De plus, une grande partie de ce public a ainsi une opportunité de s'interroger sur un pluriel identitaire maghrébin, où l'identité culturelle juïque maghrébine retrouve toute sa place. On peut espérer que s'ensuive, logiquement, une réflexion sur la richesse, et la force des nations capables d'intégrer des identités plurielles et, *in fine*, cette dialectique participera sans doute

au renforcement d'une pensée laïque et démocratique.

Mais, il me semble que si le message de Simon Elbaz passe bien, tant auprès des communautés juives qu'arabo-berbères, c'est d'abord parce qu'il affiche et assume son identité culturelle juïque dans sa pleine authenticité, sans gommer l'autre identité culturelle berbéro-arabo-musulmane dans laquelle il a baigné et qu'il assume aussi tout naturellement. Autrement dit, la reconnaissance de l'autre appelle, *ipso facto*, la reconnaissance de soi.

Cette clarté dans la démarche artistique est assez exceptionnelle en regard de ce qui prévalait, depuis quelques décennies, en matière de discours sur la culture judéo-arabe. En effet, beaucoup de malentendus couraient à cause d'un manque de rigueur dans les idées et dans les définitions appliquées à cette culture. C'est ainsi qu'apparaît contre-productif pour un véritable dialogue judéo-arabe de présenter ce que chantent Reinette l'Oranaise ou Lili Abassi, comme culture judéo-arabe, alors que le genre et le contenu chantés par ces deux grands interprètes juifs représentent exclusivement de la musique et du chant arabo-andalous et/ou des dérivés de cette forme musicale classique.

Cette présentation fautive, par la presse et les médias, en France notamment, est souvent reçue par un public maghrébin arabo-berbéro-musulman comme une négation de leur création culturelle spécifiquement maghrébine portée par la langue arabe. Il s'agit d'un point, fort sensible, de l'identité culturelle maghrébine malmenée également par deux idéologies en compétition, panislamique et panarabe, négatrices de spécificités régionales. C'est pourquoi, de ce public, nourri de multiples frustrations, on entend couramment fuser des remarques anti-juïques et parfois antisémites du type : « ces Juifs ont une tendance à une appropriation induite », quand bien même ces mots ne désignent pas automatiquement l'expression d'une pensée fonda-

mentalement raciste et anti-judaïque consciemment intériorisée.

On comprend dès lors que le souci de la précision et de la clarté dans les idées ne relève pas d'un quelconque académisme ni d'une exigence universitaire pointilleuse, ni de je ne sais quel « nationalisme culturalo-identitaire ».

Comme c'est souvent le cas en divers lieux, le parler vrai couplé à la rigueur intellectuelle de la part de chacune des parties me paraît être le meilleur moyen de communication pour un dialogue authentique judéo-arabe hors de toutes nostalgies mythifiées. Les Andalousies, dont parlait Jacques Berque, ont sans doute existé. Elles sont un sujet de fierté pour de nombreux musulmans, mais je crois davantage qu'elles restent à reconstruire désormais à la lumière de valeurs universelles, c'est-à-dire à la lumière des valeurs fondées d'abord sur des principes d'égalité de droits.

Au-delà de mon point de vue sur le modèle d'intégration des Juifs en Europe, je voudrais conclure en soulignant que j'ai essayé de montrer, à travers ces exemples, que le regard des communautés arabo-berbéro-musulmanes, notamment sur le vécu d'autres peuples, est avant tout déterminé par le fond culturel qui le structure. Éradiquer des éléments ossifiés de ce fond culturel, en dépoussiérer d'autres en faisant reculer l'étouffante imprégnation d'une pensée religieuse dogmatique et rétrograde conditionnent pour une bonne part, et l'instauration d'un dialogue enrichissant dans le respect mutuel des attachements culturels et identitaires de chacun, et la capacité sinon d'intégrer du moins de s'inspirer positivement, pour soi, de l'expérience d'autres peuples et nations. Ce travail sur soi me paraît être la tâche prioritaire que les élites arabo-berbéro-musulmanes doivent entreprendre, vigoureusement et courageusement, sous l'aiguillon des valeurs humanistes de la laïcité inséparables d'un système politique démocratique.

## Notes

1 Ce modèle Turc est un bon cas d'école qui illustre bien le fait que la seule laïcité ne suffit pas à être l'unique moteur de la modernité. D'où la nécessité absolue du couple Laïcité/Démocratie politique intégrant le respect des droits de l'homme pour créer les conditions optimales d'un véritable développement économique et social endogène.

2 Sans l'appui des Etats Saoudien, Pakistanais et Américain, jamais le pouvoir des Talibans ne serait parvenu à s'établir en Afghanistan.

3 Verset 34 de la Sourate 4, traduction par le Cheikh Si Hamza Boubakeur, Recteur de l'Institut musulman de la mosquée de Paris: Les hommes ont autorité sur les femmes en raison [des qualités] par lesquelles Dieu vous a élevés les uns au-dessus des autres et en raison des dépenses qu'ils prélèvent sur leurs biens [au profit de leurs femmes]. Les [femmes] vertueuses sont sobres et maintiennent intact en l'absence de leur mari ce que Dieu a prescrit de conserver [ainsi]. Exhortez celles dont vous redoutez l'insubordination. Reléguez-les dans des lits à part et sévissez contre elles. Si elles vous obéissent, ne leur cherchez plus querelle. En vérité Dieu est très haut et très grand.

4 Voir les exclusions (sorte de *fatwas*) prononcées par l'Église contre les modernistes, *Encyclopédie Universalis*, p 139 à 142.

5 Voir *Encyclopédie Universalis*, p. 136.

6 Cette démarche s'opposait au Taqlid, c'est-à-dire à l'esprit de dépendance servile à l'égard des autorités doctrinales traditionnelles et encourageait la recherche de voies nouvelles, dans les limites imposées par le texte Coranique et la Sunna pour la pratique de l'Idjihad. Cette démarche s'est avérée infructueuse.

7 A. Amin, *Du ʿa al-Islām*, Le Caire, 1936, chapitre de 200 pages sur le muʿtazilisme

8 Zuhdī ʿĪsān Djarullāh, *al-Muʿtazila*, Le Caire, 1947; R. Caspar, « Le renouveau du muʿtazilisme », dans MIDEO, IV, 1957.

9 Voir supra note n° 3

10 Les amputations de mains sont encore légalement pratiquées au Soudan et en Arabie Saoudite.

11 A lire deux remarquables livres sur cette problématique par Mondher Sfar: *Le Coran est-il authentique?* Ed. Sfar 2000 et *Le Coran, la Bible et l'Orient ancien* Ed. Sfar 1998, distribution Le Cerf, Paris.

12 Ce qui, à mes yeux, détermine l'honorabilité des valeurs c'est principalement l'agir social et civique au quotidien fondé sur les principes de l'humanisme universel.

13 En Algérie, l'expression *Lamra hachek* (la femme sauf ton respect) de la même détestable veine que l'expression *Houdi hachek* est employée couramment, dans certains milieux populaires notamment, soit dans le contexte d'un

humour machiste soit simplement dans un échange banal entre hommes.

14 2000 ans d'Algérie, 3, *Carnets Séguiers*, éd. Atlantica, Biarritz, 2000, p. 63 à 79.

15 Cf. CD *Matrouz*: « Le chant vivant des langues croisées », V. 1, Simon Elbaz, prod. Al-Sur/Concord-Musisoft.